

0cm

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

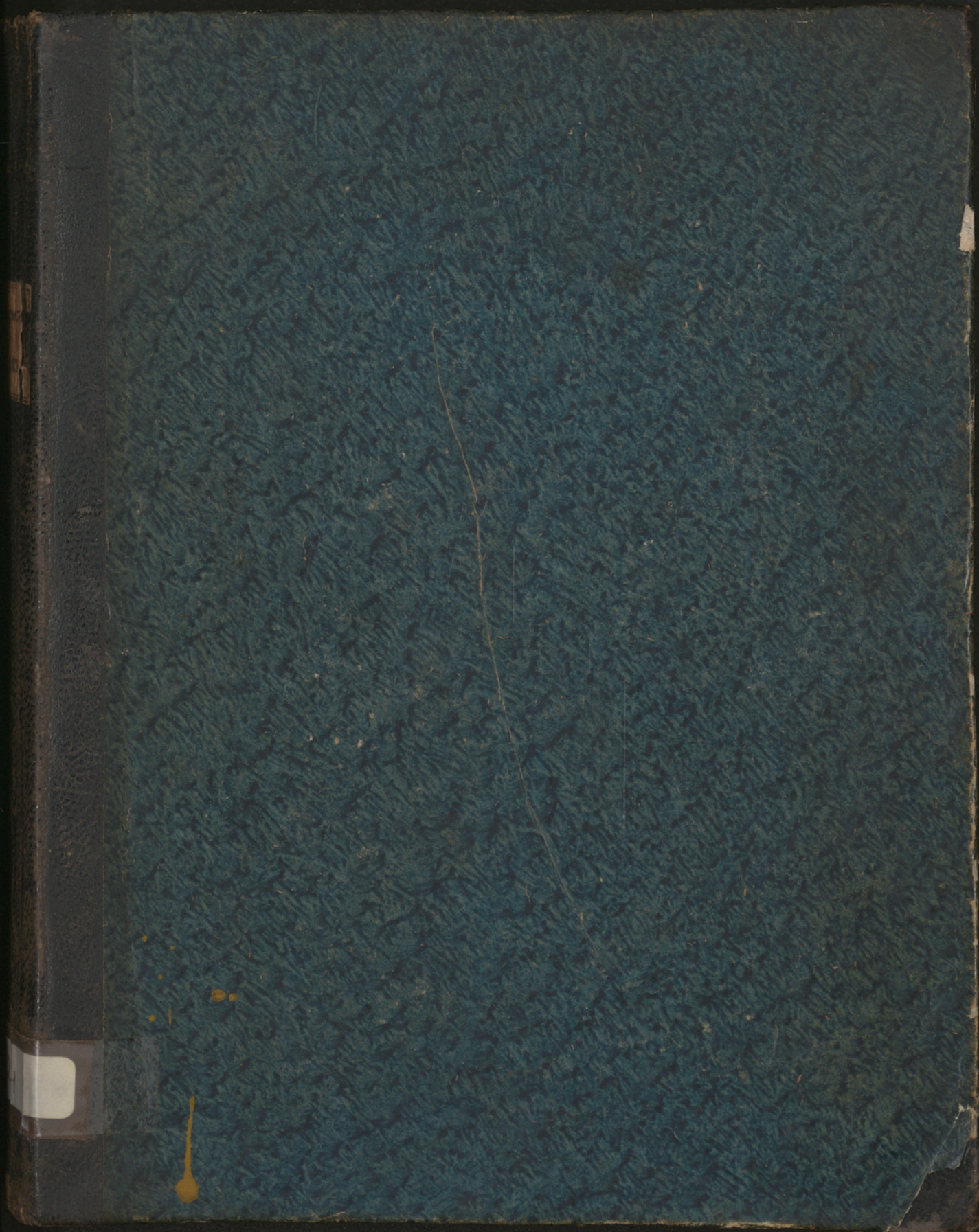
23

2

CONCOUR

DE 1838

Q24





lib
10. 10.

Concours
ouvert devant la Faculté de droit de Paris,
le 16 Janvier 1841.

Nominations.

Résultat de la délibération du Jury.
30 Juin 1841.

Chaire de droit commercial, (Toulouse) vacante par le décès
de M. Ferradou.
1^{er} tour de scrutin.

M. M.	MM. Dufour, suppléant à Toulouse	8 voix.
	Delgers, suppléant à Paris	5.
	Molinier, suppléant à Toulouse	4.
Dufour, professeur à Toulouse.	Cabantous, docteur en droit	1.

2^e tour de scrutin.

MM. Dufour	9.
Molinier	5.
Delgers	4.

Ballottage entre MM. Dufour et Molinier.

MM. Dufour	12.
Molinier	

Chaire de procédure civile, (Poitiers) vacante par le décès
de M. Boncansa, Doyen.

1^{er} tour de scrutin.

MM. Bourbeau, docteur en droit	7 voix.
Massol, suppléant provisoire à Toulouse	4.
Etienné, docteur en droit	3.
Laplace	3.
Cabantous	1.

Bourbeau.
professeur à Poitiers.

2^e tour de scrutin.

MM. Bourbeau	5.
Massol	5.
Etienné	4.
Laplace	4.

Ballottage

MM. Bourbeau	11.
Massol	7.

Chaire de code, (Strasbourg).

MM. Rau, suppléant à Strasbourg	15 voix.
Laplace	3.

Rau.
professeur à Strasbourg.

Suppléance de Paris.

1^{er} tour de scrutin.

	M.M. Colmet d'Age, docteur en droit . . .	5 voix
	Berriat-S ^t Prix, idem . . .	4.
	Vuatrieu, idem . . .	4.
	Gaslonde, suppléant à Dijon . . .	4.
Colmet d'Age, suppléant à Paris.	Eschbach, docteur en droit . . .	1.

2^e tour de scrutin.

M.M.	Colmet d'Age . . .	6.
	Berriat-S ^t Prix . . .	5.
	Vuatrieu . . .	4.
	Gaslonde . . .	4.

Balottage.

M.M.	Colmet d'Age . . .	10.
	Berriat-S ^t Prix . . .	8.

Suppléance de Poitiers.

	M.M. Etienne, docteur en droit . . .	10 voix
Etienne, sup ^t à Poitiers.	Massol, suppléant prov. à Toulouse . . .	7.
	Ragon, docteur en droit . . .	1.

Suppléance d'Aix.

	M.M. Guis, docteur en droit . . .	15 voix
guis, sup ^t à Aix.	Cabantous, idem . . .	1.
	Ragon, idem . . .	1.
	Machelard, idem . . .	1.

Suppléance de Dijon.

	M.M. Cabantous, docteur en droit . . .	11.
Cabantous, sup ^t à Dijon	Gaulet, idem . . .	3.
	Ragon, idem . . .	2.
	Lacourne, idem . . .	1.
	Borviel, idem . . .	1.

Suppléance de Caen.

Machelard, sup ^t à Caen.	M.M. Machelard, docteur en droit . . .	11 voix	} après deux tours de scrutin.
	Cauvet, idem . . .	7.	



Supplément de Paris

1^{re} liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris, de Paris, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4

Colinet, de Paris

2^e liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris	5
Bernat, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4

3^e liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris	5
-------------------------	---

4^e liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris	5
-------------------------	---



5^e liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris	5
-------------------------	---

6^e liste de lecture

M. M. Colinet, de Paris	5
-------------------------	---

Supplément de Dijon

M. M. Colinet, de Paris	5
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4

Colinet, de Paris

Supplément de Lyon

M. M. Colinet, de Paris	5
Guarinos, de Paris	4
Guarinos, de Paris	4

Colinet, de Paris

VARIÉTÉS.

CONCOURS OUVERT DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT.

La première séance publique consacrée aux épreuves orales sur le droit civil français a eu lieu, hier matin, dans la salle des exercices de la faculté. Dès le début, au milieu d'un nombreux auditoire, M. Giraud, président du concours à pris la parole en ces termes :

« Messieurs,

Voici le troisième concours que la sollicitude du chef illustre de l'université a ouvert pendant cette année aux ambitions honorables qui se dévouent à la carrière de l'enseignement du droit. Ces luttes répétées de l'intelligence et du savoir, loin de fatiguer et de décourager les candidats, semblent au contraire imprimer une activité nouvelle à leurs travaux et développer avec plus d'avantages la puissance et le talent des concurrents. C'est ainsi qu'après les concours de Rennes dont l'éclat a été si brillant, nous retrouvons à Toulouse une réunion de docteurs dont la généreuse émulation promet les plus heureux résultats.

C'est que les concours, messieurs, sont intimement liés à la vie universitaire, et qu'à tout prendre, cette voie si périlleuse et si difficile, en apparence, offre au mérite les chances de succès les plus certaines. La vie de l'homme est-elle autre chose qu'un combat ? C'est dans la lutte que l'homme grandit et s'élève ; et la lutte à ciel ouvert qu'offrent les concours publics vaut bien mieux que la lutte sombre et la vie tortueuse dans laquelle trop souvent s'engagent les passions ennemies et les intérêts rivaux.

Cette année sera donc profitable pour la science et pour la prospérité des études du droit ; et il ne sera pas moins important, par le nombre des concurrents et par l'éclat des talents, le concours qui doit compléter la seconde faculté du royaume, héritier de cette noble et antique université de Toulouse qui, fondée dans cette ville savante, au 13^e siècle, compte dans son sein, dès le premier âge, un si grand nombre d'éminents jurisconsultes, qui obtint une si grande renommée que son suffrage fut brigué pendant les démêlés orageux des papes et des rois, et dont la gloire, au 16^e siècle, se confond avec celle des plus illustres réformateurs de la science du droit.

Que dirai-je, Messieurs, des circonstances dans lesquelles se produit ce concours ? Elles ajoutent encore à l'intérêt de ces épreuves. Des trois chaires vacantes auxquelles il s'agit de pourvoir, l'une était remplie par un professeur que la faculté s'applaudit de compter aujourd'hui au rang de ses professeurs titulaires, et dont la promotion, à la suite des plus mémorables concours dont la France garde le souvenir, a couronné le talent et le savoir, en même temps qu'elle a consacré le mérite éminent des rivaux honorés qui disputèrent avec lui la palme du concours et qui peuvent faire hésiter la conscience des juges.

L'un de ces rivaux était M. Vacquier, d'excellente et regrettable mémoire. Je l'ai vu, Messieurs, frappé dans la chaire du concours, comme par un coup de foudre, après un début brillant et du plus heureux augure ; je l'ai vu, trahi par ses forces, tomber en quelque sorte dans l'arène même du combat, en jetant un regard douloureux et triste vers la couronne qui apparaissait à ses yeux. Aux qualités du professeur et du jurisconsulte il joignit le courage et le dévouement du citoyen. L'estime publique le paya généreusement des sacrifices qu'il avait faits à la science et à son pays.

La fin de M. Deloume n'a été ni moins prématurée, ni moins digne de regrets. Son zèle pour l'accomplissement de ses devoirs, son caractère aimable, ses devoirs l'avait rendu cher à ses collègues, son souvenir a les mêmes titres à nos hommages.

Telles sont, Messieurs, les pertes que la faculté de Toulouse doit réparer, dans le concours dont une éminente bienveillance a daigné me confier la direction. Cet honneur insigne, Messieurs, qu'il me soit permis d'en reporter la reconnaissance à la faculté de Toulouse elle-même et aux magistrats respectés qui nous entourent. En m'envoyant siéger dans cette enceinte à côté de mes anciens maîtres, à côté de mes savants et très-honorés collègues, à côté des magistrats qui nous prêtent l'appui de leur prudence et de leur sagesse, le ministre a voulu consacrer par une adhésion solennelle leur bienveillance et ma gratitude qui se confondent ici dans un souvenir touchant.

La justice, Messieurs, trouve elle-même la garantie dans ces diverses circonstances. Le mérite des hommes qu'il s'agit de remplacer, l'importance et la gloire de la faculté de Toulouse, doivent nous rendre exigeants et difficiles. Sans doute, parmi les talents éprouvés qui vont disputer les suffrages de nos consciences, l'université ne peut trouver que des candidats dignes de la consoler des pertes qu'elle vient réparer aujourd'hui ; mais la palme appartient aux plus instruits, aux mieux préparés, et le mérite lui-même des candidats, leur noble confiance, le devoirs de nos charges, tout nous impose l'obligation d'être juste et sévère. Un orateur que je ne nomme pas, quoique son autorité fût grande dans cette enceinte, disait naguère devant la chambre des pairs de France : Le



quelles sont celles qui seraient d'un intérêt assez général pour être élevées au rang des routes royales.

Ministère de l'agriculture et du commerce. — **Administration centrale.** — L'organisation du personnel est prête ; elle donne lieu à la demande d'un crédit général de 511,300 fr., qui sera divisée en 2 parties ; l'une de 496,300 fr., représentant l'organisation définitive, l'autre de 15,000 fr. ayant un caractère éventuel et maintenu pour un état de choses que le temps doit modifier. Quant à présent, et provisoirement, c'est 12,300 fr. à ajouter au crédit du chapitre premier, qui se trouvera ainsi porté à 511,300 fr., et qu'elle propose d'adopter.

La commission émet le vœu qu'en dehors du cabinet du ministre, il n'y ait que 3 directions : celle de l'agriculture et des haras, celle du commerce intérieur et des manufactures et celle du commerce extérieur, avec une division pour la comptabilité.

Le nombre des chefs employés, de 122, descendra à 119 ; les chefs des grandes divisions seront secondés par 16 chefs de bureau, appuyés eux-mêmes sur des employés de divers grades, en nombre suffisant, bien rétribués, et donnant huit heures de travail par jour.

La commission demande que la nomination des directeurs ne soit pas soumise à la sanction royale.

Ecoles vétérinaires et bergeries. — La commission est d'avis de l'adoption d'une augmentation de crédit de 14,000 fr., pour recevoir, dans l'intérêt des études des écoles, dans les établissemens dépendant des écoles d'Alfort, Lyon et Toulouse, les animaux malades, des races bovine et chevaline, afin de développer l'enseignement pratique dans ces écoles ; ces moyens d'étude sur une nature vivante devant tourner au profit de la science.

Elle adopte également un crédit de 10,000 fr., destiné à accroître la dotation des établissemens suivans, savoir :

Rambouillet, 5,000 fr. — Moncavrel, 3,500 fr. — Lahaievaux, 1,500 fr.

Encouragement à l'Agriculture. — La commission adhère au crédit de huit cent trente mille francs, elle engage le ministre à entrer dans la pensée de la chambre, c'est-à-dire de propager en France l'élevage de la race bovine de Durham ; il ne saurait oublier qu'outre la part prélevée annuellement sur le crédit ordinaire de 800,000 fr. pour les acquisitions d'animaux, l'intention de la chambre s'est manifestée par l'addition d'un crédit en quelque sorte spécial de 30 mille francs.

La commission aime à penser, dit l'honorable rapporteur, que l'élevage ne sera pas accru, que la vacherie du Pin conservera son caractère purement expérimental, que des fonds suffisants seront employés en 1844 en achats d'animaux de la race de Durham importés d'Angleterre pour être vendus publiquement et donner ainsi, le plus tôt possible, satisfaction aux pressans intérêts de notre agriculture.

Haras et dépôt d'étalons. — 2,400,000 fr. — La commission croit que certaines améliorations se sont produites dans la production et l'éducation de la race chevaline.

L'état seul peut et doit fournir sur une vaste échelle les types régénérateurs ; l'état seul peut et doit encourager la production par tous les moyens en son pouvoir. L'état ne peut pas, ne doit pas, se livrer à l'élevage, cela est du domaine de l'industrie privée.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce, s'identifiant avec la pensée de la commission de 1843, a devancé l'époque pour préparer les modifications à apporter au régime préexistant, et entrant immédiatement dans la voie de la réforme, il a, dès l'année dernière, supprimé complètement l'élevage au haras de Rosières, et l'a notablement réduit au haras du Pin.

Par ce moyen les établissemens se sont enrichis de 100 étalons environ, et réduits de 44 jumens, 27 poulains et pouliches, et 19 chevaux de service. Les 68 jumens restantes se partagent ainsi : 31 à Pompadour, 19 au Pin, 18 au dépôt d'Arles.

Ce dernier dépôt renferme en outre 32 étalons et 38 poulains et pouliches. Le ministre a demandé à conserver les jumens attachées à ce dépôt, dans l'intérêt de la régénération de la race camargue qu'on veut réhabiliter par l'exemple d'un élevage judicieux.

M. le ministre de l'agriculture et du commerce a déclaré que le réglemeut de la monte serait désormais strictement et uniformément exécuté, notamment en ce qui concerne la saillie, qui ne serait plus gratuite à l'avenir.

La commission ne saurait approuver la création d'un nouveau dépôt d'étalons à Lamballe. L'irrégularité de cette création a donné lieu à une autre irrégularité, c'est les traitemens du directeur et d'un agent, ensemble 4,200 fr. destinés à des complémens de traitemens à d'anciens officiers des haras, dont l'économie devait faire retour au trésor, au lieu de servir à solder des dépenses qui n'étaient pas autorisées.

La chambre, consultée, qu'elle votera sur l'adoption et le rejette.

Elle adopte, après discussion, dans le second paragraphe additionnel

M. RICHARD DES BROS adopte.

Adoption de l'art. 2.

La chambre adopte l'

Sur l'article 4, M.

un amendement qui a l'état.

La séance est levée.

CORRE

CHA

(Pré

A deux heures la s
M. DE LAROCHEJACQ
de l'enseignement.

L'ordre du jour est la
latif au chemin de fer

La chambre en est
Gauthier de Rumilly.

un crédit au gouverne
de la voie de fer sur

M. GAUTHIER DE RUMILLY
rie d'exposer à la

chemins de fer par l'é
le chemin de Lyon et

tion de son amendeme
chemin de fer de l'ar

pagnie fermière, l'au
min de Lyon.

L'orateur reproduit
tions présentées par l'

l'amendement de M. R
de la discussion du ch

M. DE LAMARTINE
tisan de l'exécution co

que les circonstances
considérée par tout le

breux scandales avaient
Les partisans du mon

cession en faveur de l'
sortie de la loi de 18

ne faut pas exclure,
chambre.

Cette loi fait un pa
l'état : leur association

clausifs de l'exécution p
de 1842 réserve à l'ét

les baux à court term
Il est temps enfin d

de plus contraire à la
cette mobilité et cet

industrie.

M. GARNIER-PAGES
voix ! Non ! Non !

cuper long-temps la c
quelques arguments no

M. de Lamartine, j'ai
que sa fausse interpr

cette loi ? Je assure à
2° donner l'exploitatio

par la loi de 1842, je
en 1842, le maintien

et les baux à court ter

Tous ces avantages,
sant l'état maître de

j'ai encore 300 millie
demander au crédit 4

rails ? Comment faire
millions ! (Rumeurs.)

est facile. Un fait imp
place. (Ecoutez !)

un célèbre banquier e
les receveurs généraux

tration sait manier ha
tirer un avantage imm

niens du système de la
ment ce système est ex

léans. Le gouvernement
bien ! ces tarifs ne sont

ils ne le sont pas ; les
minuent selon leurs in

nistres) et vous n'avez

THESES

Res 924/9

AD TITULUM DIGESTORUM

DE FIDEJUSSORIBUS ET MANDATORIBUS.

(LIB. XLVI , TIT. I.)

QUAS COMPETITORUM DISPUTATIONIBUS SUBJICIET , ET TUERI CONABITUR
DEO FAVENTE ET AUSPICE DEIPARA ,

Pro Cathedrâ de litibus ordinandis , et vice-Cathedrâ , in con-
sultissimâ Jurium Facultate Tolosanâ vacantibus ,

AUZIES ,

IN JURE DOCTOR ,

Die Julii v , horâ post meridiem secundâ.



TOLOSÆ ,

EX TYPOGRAPHIA L. DE LAVERGNE.

M DCCC XXXVIII.

JUDICABUNT :

VV. CC. DD.

GARRISSON, Scholarum juris Inspector generalis, in regiâ Curiâ Tolosanâ,
Præses, Legionis honoris Eques, *Præses certaminis*.

DELPECH,	{	In consultissimâ Ju- rium Facultate Tolosanâ Ante- cessores.	RESSIGEAC, Legionis honoris Eques,	{	In eâdem Curiâ Consilarii,
FERRADOU,			in regiâ Curiâ Tolosanâ regius Advo- catus.		
LAURENS,			PECH, ejusdem Le- gionis Eques,		
BENECH,			DEJEAN,		
A. CHAUVEAU, Legionis honoris Eques,			DARNAUD,		

ARGUMENTABUNTUR :

DD.



Antecessores vicarii,	{	MOLINIER,	{	Juris Doctores.
		BEZY,		
		DUFOUR,		
		VACQUIER,		
		MASSOL, RODIÈRE.		

THESES

AD TITULUM DIGESTORUM

DE FIDEJUSSORIBUS ET MANDATORIBUS.

(Lib. XLVI, Tit. I.)

NONNUNQUAM evenit ut aliquis non principaliter sive proprio nomine, sed alieno tantum sive accessoriè obligetur.

Eorum qui sic obligantur ut accedant alieno debito, tres species antiquitùs numerabantur, sponsores scilicet, fidepromissores et fidejussores.

Sponsoris et fidepromissoris similis erat conditio; fidejussoris, valde dissimilis. Illi quidem nullis obligationibus accedere poterant, nisi verborum. Fidejussor verò omnibus obligationibus adjici poterat. Sponsoris et fidepromissoris, heres non tenebatur, fidejussoris autem heres etiam tenebatur. Præterea sponsor et fidepromissor per legem *Furiam* biennio liberari poterant. Fidejussores verò perpetuò tenebantur. In his principaliter à se invicem discrepabant.

Sed beneficium legis *Corneliæ* (1) omnibus commune erat. In eo jure

(1) Quâ lege, idem pro eodem, apud eundem, eodem anno, non poterat in ampliorem summam obligari creditæ pecuniæ quam in XX milium.

quoque par conditio erat omnium, quod ità obligari non poterant, ut plus deberent quàm debebat is pro quo obligabantur; at ex diverso, ut minùs deberent obligari poterant. In eo denique par omnium causa erat, quod si quis pro reo solvisset, ejus recuperandi causâ habebat cum eo *mandati* judicium.

His præmissis, deveniamus præcipuè ad titulum *digestorum de fidejussoribus et mandatoribus*, quem, ut luculenter exponi possit, in quinque partes dividimus:

1. Primùm indicabitur: obligationis fidejussoriæ naturâ.
2. Mox expendemus: quinam et pro quibus fidejubere; et in quibus obligationibus assumi fidejussores possint?
3. Postea, *historico modo*, tria fidejussoribus concessa beneficia, enucleare conabimur.
4. Diversos tandem proponemus modos quibus fidejussor liberatur.
5. Postremùm, de *mandatoribus*, separatim agemus.

PARS PRIMA.

De naturâ obligationis fidejussoriæ.

Est fidejussio contractus, qui verbis constat, accedens firmandæ obligationi alienæ; dùm scilicet pro debitore principali, alius fidem suam interponit, apud creditorem, si contigerit illum bonis deficere.

Ex hâc definitione deducitur, obligationem fidejussoris esse accessionem quamdam alterius obligationis. Igitur natura fidejussionis in eo consistit, ut fidejussio fiat in eandem, vel leviolem, non autem duriolem causam: nempe in accessione, qualis est fidejussio, plus esse non potest quàm in re principali, minùs autem esse potest.

Cùm autem fidejussor accipiatur *firmandæ obligationis causâ*, nihil prohibet quominùs efficacius obligetur, fortiorique vinculo constringatur quàm reus principalis. Indè pro eo, qui naturaliter tantùm obligatus est, fidejussorem rectè intervenire placet. Quod doctores non ineleganter sic breviter exprimunt: *Fidejussor intensivè obligari potest, intensivè non potest.*

Deniquè fit ex communi scilicet naturâ omnium accessionum, ut et ab initio nulla sit fidejussio, si nulla subsit obligatio principalis; et ut, sublatâ obligatione principali, tollatur et accessoria fidejussoris.

PARS SECUNDA.

Quinam et pro quibus fidejubere; et in quibus obligationibus assumi fidejussores possunt?

a. Effectus fidejussionis est, quod fidejussor teneatur nominere principalis. At non ipse tantum obligatur, sed etiam heredem obligatum relinquit. Satis enim notum est obligationes et actiones quæ ex contractibus oriuntur, in hæredes quoque dari, idque etiamsi nulla in contrahendo heredum facta sit mentio.

Ex his sequitur, eos tantum regulariter posse fidejubere, qui obligari possunt.

Ad fidejubendum idonea non est mulier, propter S. C. Velleianum. — Similiter fidejussor idoneus non est miles, ne, dum privatis negotiis occupatur, distrahatur ab officio suo militari.

b. Filius familias pro patre fidejubere, et fidejubendo obligari potest adeo ut sui juris factus conveniri possit, in quantum facere potest, vel in potestate constitutus, damnari in solidum possit, et ipse quoque pater ex hac causa tenetur actione *quod jussu*. Si ignorante patre pro eo fidejusserit, cessat ista actio: attamen si in rem patris versum sit, potest agi cum patre. Planè si filius emancipatus solverit, utilis ei actio debebit competere.

Pro pupillo qui tantum tenetur naturaliter, rectè intercedit fidejussor, qui etiam obligatur civiliter, aliàs fidejussio foret sine effectû. Idem in servo juris est, eoque in casu fidejussor tenetur tam domino, quam extraneo, qui fidejussorem à servo acceperit.

c. Certum est fidejussorem in omni obligatione adsumi posse sive re, sive verbis, sive litteris, sive consensu contracta sit. Imò et obligationi quæ ex delicto vel quasi delicto descendit, quatenus agitur civiliter, rectè accedere fidejussorem placet.

Præterea futuræ obligationis fidejussor accipi potest, ita tamen ut

accessoria præcedens obligatio, tùm demùm vires capiat, cùm et principalis obligatio constituta est. Igitur cùm fidejussor principalem obligationem præcedit, non statim conveniri potest, sed tùm demùm cùm reus debet. Quod enim fidejussio dicatur sequela et accessio obligationis principalis, id non ad ordinem temporis, sed ad conditionem ipsius obligationis pertinet, quæ effectum exactionis producere non potest, antequàm reus principalis debeat.

PARS TERTIA.

De tribus beneficiis fidejussoribus concessis.

I. Fidejussor tenetur quidem in solidum, adeò ut liberum sit creditori eligere, an primo velit debitorem, an fidejussorem convenire in solidum, an pro parte utrumque nisi initio contractus aliter placuerit.

Attamen, in primis juris romani temporibus, contra gravamen illud non parùm efficax habebant remedium fidejussores, istud scilicet, quòd conventi, poterant agentem creditorem repellere, donec reum principalem excussisset. Illud verò beneficium paulatim obsoleverat. Sed novissimè constitutione Justiniani (Novel. IV, cap. I.) cautum est, ut sive unus sive plures sint fidejussores, reus principalis priùs conveniri atque excuti debeat, quàm ad fidejussores perveniatur, nec cum his efficaciter agi possit, nisi quatenus creditor suum à debitore consequi nequeat; id accidit autem duobus in casibus, si vel absit reus, vel non sit solvendo. Appellatur hoc beneficium aliàs *ordinis*, aliàs *excussionis*. *Ordinis* propter ordinem conveniendi: *excussionis* quia bona rei excutiuntur, ut sciatur an solvendo sit nec ne.

Competit idem beneficium non *ipso jure*, sed tantùm ope exceptionis. Igitur, si ante excussum principalem solverit fidejussor, jus repetendi non habet à creditore tanquam indebitum, cùm ipse debeat.

II. Cùm autem plures sint fidejussores, unum potest creditor eligere, à quo solidum exigit. Ergò si unus ex pluribus solidum solverit, is quidem à debitore, quod solvit, *actione mandati* repetere potest. Cæterùm si debitor solvendo non sit, certè neque vel à creditore partem repetere

potest quia solidum ipso jure debuit : neque ullam actionem habet adversus confidejussores. Quo posito , potest fidejussor conventus desiderare , ut à creditore sibi *cedantur actiones* , adversus confidejussores ; sed tunc cum solvit , aut si eâ lege solverit , ut sibi postea cedantur. Semel autem pecuniâ solutâ , si in solvendo de cedendis actionibus nihil cautum sit , agere ut cedantur non potest.

Cedendæ sunt actiones contra pignorum possessores , nisi et in aliam causam sint obligata , quia cessio foret damnosa creditori. Et eò loci recurrit quod in codice traditur creditorem qui pro eodem debito pignora et fidejussorem accepit , teneri in fidejussorem solventem transferre pignora , quia videlicet hæc cessio ipsi nihil nocitura est.

Exceptio *cedendarum actionum* etiam postquam unus ex fidejussoribus in solidum condemnatus est , ab eo opponi potest. Quæ ita justa est , ut si cedere recuset , creditor ab actione repellatur et decursi intereà temporis usuras non debeat fidejussor , cum in solvendo non possit videri moram fecisse is , à quo , cum legitima sit exceptio , pecunia malè petitur.

III. Actionibus cassis et solutione factâ , novo tamen opus erat remedio fidejussori , si confidejussores solvendo non essent , quo in casu fiebat inutilis exceptio cedendarum actionum. Itaque ex epistolâ divi Hadriani , beneficium fidejussoribus tributum est , ut si quo tempore lis cum aliquo eorum contestetur , omnes solvendo sint , actio inter eos pro portionibus virilibus dividatur. Est hoc beneficium quod vulgò *divisionis* appellatur.

Duæ sunt conditiones , sub quibus beneficium divisionis fidejussoribus datur. Una est , si fidejussores non negent se fidejussores esse. Inficiantibus enim auxilium divisionis dari non placuit. Altera est , sicuti diximus , si omnes fidejussores solvendo sint quo tempore lis contestatur.

Indè sequitur primò quòd , si quis è fidejussoribus eo tempore solvendo non sit , licet antea solvendo fuerit , id cæteris , qui solvendo sunt , non prodesse , sed cæteros onerare. Ex alterâ parte , si post divisam legitimè actionem , contingat aliquot fidejussores fieri non solvendo , hoc damno erit creditori , minimè tamen onerabit cæteros fidejussores , quos semel liberatos juris ratio non patitur invitos trahi in obligationem.

Circà hoc beneficium adhuc notandum est , non aliter pluribus fidejussoribus auxilium *divisionis* indulgeri , quàm si confidejussores sint , id est ,

si ut ejusdem summæ, ita ejusdem quoque debitoris sint fidejussores; item inter plures diversorum debitorum, licet ejusdem summæ fidejussores actionem non dividi.

Inter plures fidejussores, non *ipso jure* sed *per exceptionem* dumtaxat obligatio dividitur. Nam si *ipso jure* obligatio divisa esset, id est, si singuli partes tantum viriles ipso jure deberent, in solidum nemo eorum conveniri posset. Quin, si quis solidum solvisset, partem condicere, tanquam plus debito solutum, non prohiberetur: quod utrumque secus se habere, ostendunt plurimæ leges.

Illud postremò sciendum est, hæc tria fidejussorum beneficia, jure ita tributa esse, nisi his fidejussores expressè renuntiaverint. Licet enim unicuique juri in favorem suum introducto renuntiare.

PARS QUARTA.

Quibus modis fidejussores liberantur?

Sublatâ obligatione principali, fidejussor liberatur. Indè sequitur fidejussionem cessare, quoties principalis obligatio cessat, veluti per debiti solutionem, et acceptilationem.

Item per novationem legitimè perfectam liberabitur fidejussor, cum per illam extinguatur prior obligatio et nova ponatur pro qua non intervenit, secus si pro nova obligatione intervenisset.

Per successionem quoque contingit liberatio, sive debitor succedat creditori, sive creditor debitori. Illud enim certum est, quòd si creditor debitori heres extiterit, confunditur obligatio aditione hereditatis, quia in eandem personam concurrit jus crediti et debiti, vel quod lex ait esse veriùs, in hoc casu etiam obligatio tollitur *solutionis potestate*, quia ipse sibi creditor adeundo hæreditatem debitoris pecuniam solvere creditur.

Æquè perimitur obligatio fidejussoria, cum reus promittendi fidejussori suo heres exstitit.

Fidejussor autem cessione debitoris non liberatur, quia per eam non extinguitur principalis obligatio.

Confiscatione quoque omnium, vel partis bonorum debitoris minimè fidejussorem liberari constat, ex variis imperatorum constitutionibus. Durat enim principale debitum per fiscum, qui in bona rei successit, atque ita durat et accessoria obligatio.

Denique lapsu temporis, licet diuturni, non liberatur fidejussor; excipe tamen longissimum tempus triginta annorum, cujus temporis exceptio cuivis personali obligationi nocet.

Hæc de fidejussoribus sufficiant.

PARS QUINTA.

De mandatoribus.

Mandator est, cujus mandato quis pecuniam credit certæ personæ.

Hæc quæ hactenùs diximus de fidejussoribus, maximâ ex parte, accom-
modantur etiam mandatoribus.

Attamen differunt inter se fidejussores et mandatores principaliter, quia mandatores tenentur judicio bonæ fidei, id est mandati, at fidejussores stricto judicio, id est ex stipulatu. — Hi præsentés sunt cùm fidejudent, illi et absentes esse possunt, dùm mandant futuro creditori, ut pecuniam alicui credat.

Dissimilis est etiam causa mandatoris in eo quod, postquam solvit, agere possit adversùs creditorem, ut sibi actiones suas cedat adversùs debitorem et cæteros ejusdem obligationis reos, quippè mandator mandati actionem habet adversùs creditorem, fidejussor non habet.

In eo differt adhuc mandator à fidejussore quod si *post* creditam pecuniam mandet eam credendam, non obligetur. Mandatum enim præcedit actum qui fieri mandatur. At fidejussio præcedere et sequi potest principalem obligationem.

Si sint plures mandatores credendæ pecuniæ, liberum est creditori unum eligere, et convenire in solidum, sicut et unum fidejussorem è multis. Verùm electione unius mandatoris, et litis contestatione, omnes non liberantur, id est, electo uno mandatore, et judicio dictato in

eum, neque reus liberatur hoc solo, neque cæteri mandatores, etiamsi ille qui electus est, iudicio absolutus sit. Sed solutione demùm omnes liberantur, cùm satisfactum est creditori. È contrario, electione unius fidejussoris, etiam non expectatâ solutione, protinùs cæteri omnes liberantur. Quam veterem differentiam quæ fuit inter plures fidejussores et plures mandatores sustulit Justinianus. Generaliter enim constituit jus creditoris integrum manere, donec in solidum ei pecuniæ persolverentur.

QUÆSTIONES.

I.

Si fidejussor in maiorem summam, sive quantitatem sese obligaverit, quam debet reus principalis, erit ne in totum inutilis obligatio? — R. Verius est omninò vitari fidejussionem.

II.

Deportatione liberato debitore, fidejussor quem dederat antequàm deportaretur, liberatur ne ipsâmet deportatione? R. — Non liberatur.

III.

Quandònam exceptio divisionis opponenda est, ut actio dividatur? — R. Ante condemnationem.

IV.

Liberatur ne fidejussor prorogatione termini? — R. Distinguendum est.

V.

Generalis renuntiatio , quâ fidejussor recuntiat juribus sibi competentibus , excludit ne fidejussorem à beneficio ordinis? — R. Negativa placet.

VU :

Le Président à la Cour royale , chargé provisoirement des fonctions d'Inspecteur général des écoles de Droit , Président du Concours ,

GARRISSON.

Account of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the

Chinese of the



Résultat du Concours.

Chaire de Procédure.

M^r. Rodière 9 voix.

M^r. Dufour 1. voix.

Suppléance.

1^{er} Tour de scrutin.

M^r. Cabantous 4 voix.

M^r. Molinier 5 voix.

M^r. Massol 1. voix.

2^{ème} Tour de Scrutin.

M^r. Molinier 6 voix.

M^r. Cabantous 1. voix.



